

regards

N°37/NOVEMBRE 2012

NOUVELLE
FORMULE
100%
POLITIQUE

CHRISTOPHE AGUITON
UNE NOUVELLE FORCE
AU FRONT DE GAUCHE

UTOPIE CONCRÈTE
SAINT-OUEN CONTRE
LA SPÉCULATION
IMMOBILIÈRE

LES JOURS HEUREUX
ENTRETIEN AVEC
GILLES PERRET

MUNICIPALES
QUE VEUT
LE PCF ?



Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoît Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégar, Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondé, Marion Rousset,
Catherine Tricot, Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°36

p.4 Autoportrait
Emmanuel Maurel

p.6 Dossier
Municipales
Que veut le PCF ?

p.20 Christophe Aguiton
Trait d'union
Naissance d'un «troisième
pilier» dans le Front
de gauche

p.26 Isabelle Lorand
Envie d'avoir (re)envie

p.28 Utopies concrètes
Contre la spéculation
immobilière

p.32 L'opinion au scalpel
À droite tous?

p.38 Ciné
Le CNR ou l'optimisme
combatif des Jours Heureux

p.44 Sur un plateau
Marine Le Pen
et l'apathie des médias

p.54 On signale les essais

p.58 Leila Chaibi
Retour vers le futur

Abonnez
vous
page 57

Raison d'espérer

La période n'est pas simple à saisir: elle est mouvante et pour tout dire un peu déprimante tant les indicateurs de l'émancipation humaine semblent tous au rouge. Les méfaits de l'austérité et du manque de perspective positive minent le quotidien du plus grand nombre. Le gouvernement en porte une lourde responsabilité en poursuivant le sale travail de la droite, en dilapidant le mot « gauche », et avec lui l'espérance dans une transformation sociale et écologique. Les repères, dans les têtes et dans la rue, sont brouillés. Le mouvement social peine à s'imposer. Et le Front de gauche paraît empêtré, en perte de vitesse plus qu'en situation de prendre la main. Notre dossier revient sur les errements stratégiques des communistes, avec cette question: que veut le PCF?

Et pourtant...

Isabelle Lorand a envie d'avoir à nouveau envie, comme elle l'écrit dans sa chronique. Et elle a bien raison. Le politologue Roland Cayrol nous dit qu'il n'y a pas de droitisation de la société, même si à force d'être complaisant avec le FN, les médias risquent de lui donner des ailes – Raymond Macherel décrypte justement une interview de Marine Le Pen par Jean-Michel Aphantie dans « Sur un plateau ». Christophe Aguiton nous raconte qu'une troisième force se constitue au sein du Front de gauche et qu'elle est de nature à « *décrisper et stabiliser les relations internes* ».

Derrière ce temps de chien automnal se cachent des raisons solides d'espérer. Il le faut. Gilles Perret raconte la réussite des résistants du CNR qui ont imposé *Les Jours Heureux* dans une période noire par volontarisme et optimisme. Prenons-en de la graine et regardons devant nous, comme nous y invite Leila Chaibi.

← CLÉMENTINE AUTAIN

AUTO PORTRAIT

Emmanuel Maurel

répond à notre questionnaire de Proust



Né le 10 mai 1973.



Vice-président du conseil régional d'Ile-de-France chargé de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'alternance.



Membre du Bureau national du Parti socialiste.



Animateur du courant Maintenant la Gauche.

Ma vertu préférée

La bienveillance.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

Leur indulgence.

Mon principal défaut

Rancunier.

Mon occupation préférée

Découvrir, admirer.

Mon rêve de bonheur

En ce moment : boire un « spritz » sur les Zattere à Venise en été.

Ce que je voudrais être

Dans une autre vie, un créateur.

Le pays où je désirerais vivre

J'aime trop la France pour vivre longtemps ailleurs.

Ma couleur préférée

Vert forêt, rouge sang.

La fleur que j'aime

La pivoine.

Mes auteurs favoris en prose

Chateaubriand, Flaubert, Tolstoï, Michelet, Giono.

Mes héros dans la fiction

Robinson Crusoé, le baron perché, Aliocha Karamazov, Fabrice Del Dongo, Tony Soprano.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Anna Karénine, les demoiselles de Rochefort, Daenerys Targaryen, Birgitte Nyborg.

Mes héros dans la vie réelle

Trop de héros morts, pas assez de vivants.

Mes héroïnes de l'histoire

Jeanne D'Arc, Madame de Staël, Flora Tristan.

Ce que je déteste par-dessus tout

Le cynisme.

Personnages historiques que je méprise le plus

Je déteste parfois, mais ne méprise jamais.

La réforme que j'estime le plus

Les congés payés.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

La plupart.

Ma devise

« Debout ! Dans l'ère successive ! »

Mon état d'esprit actuel

Vigilant.



MUNICIPALES

Que veut le PCF ?

Si la stratégie municipale du PC parisien d'alliance avec les socialistes n'est pas emblématique de la situation nationale, elle n'est pas non plus un cas isolé. Une configuration qui en dit long sur les vieux réflexes du Parti communiste mais aussi sur l'incapacité du Front de gauche à se penser autrement qu'un cartel électoral.



PCF **LE POIDS** **DE LA TRADITION**

À Paris, le PCF délaisse le Front de gauche et renoue avec ses anciennes amours. Derrière cette infidélité se cachent de vieux réflexes. Décryptage.

Le choix du PCF parisien d'opter pour l'alliance avec le PS intrigue, quand il n'irrite pas. Cette décision provoque un trouble, révèle une division profonde dans le corps militant, et au sein même des directions. Relève-t-elle d'une stratégie consciente ? Rien n'est moins sûr. En fait, ce sont des réflexes culturels très anciens qui sont à l'œuvre. L'enjeu municipal est de la plus grande importance pour les communistes français. Les observateurs soulignent

souvent sa dimension financière, le reversement des indemnités d'élus et les emplois dérivés des fonctions électives constituant une manne nécessaire au financement de l'appareil. La remarque vaut en effet, pour le PCF comme pour l'ensemble des partis disposant d'une forte assise locale. Mais elle n'est qu'une partie de l'explication.

LA TRADITION MUNICIPALE

En fait, l'ancrage municipal est une des trois matrices (avec l'action syndicale et le réseau associatif) qui ont assuré l'implantation communiste en terre

française¹. L'existence d'un communisme municipal est plus précoce qu'on ne le dit parfois. Dès les années 1920 se dessine un réseau municipal serré, notamment dans les périphéries urbaines : le thème de la « ceinture rouge » apparaît dès 1924-1925, soit pour se réjouir de l'expansion communiste (« Paris encerclé par le prolétariat révolutionnaire », Paul Vaillant-Couturier, 1924), soit pour s'alarmer du quadrillage réussi par « 300 000 Moscoutaires »². (Édouard Blanc, 1925). Avant même d'avoir réalisé sa percée nationale (1934-1936), le PCF a mis en place une réalité communale dense et originale qui va contribuer, avec la mythologie de la « banlieue rouge », à installer la superposition du fait communiste et de l'affirmation ouvrière. « Années Thorez, années Gabin »

Sans doute le communisme municipal a-t-il perdu peu à peu l'originalité qui le distinguait dans la période de l'entre-deux-guerres. La politique sociale très volontariste qui était la sienne s'est banalisée avec l'extension de l'État-providence et les mutations des périphéries urbaines ont estompé l'image prolétarienne de la « banlieue rouge ». De plus, à partir des années 1970-1980, les gestions locales du PC ont été frappées

**Jusqu'en 2008,
le PCF n'a pu
enrayer le
déclin de sa
représentation
municipale.
Le rêve d'y
parvenir enfin
en 2014 pèse
assurément sur
ses choix.**

de plein fouet par la redistribution des activités, la crise du salariat et la compression des dépenses publiques. Mais si l'originalité gestionnaire est moindre et si le recul municipal communiste a été important, la résistance du phénomène communiste a été plus grande sur le terrain du local.

Le PCF est bien sûr loin des presque 1 500 municipalités qu'il gérait en 1977 et des 28 000 élus dont il pouvait se réclamer à la même époque. Toutefois, les 9 000 élus et les 726 communes dirigées par un maire communiste ou apparenté regroupent encore 5,6 % de la population française (16,7 % en 1977) et, en région parisienne, le

1. J'ai développé cette idée dans *L'Empreinte communiste. Le PCF et la société française 1920-2010*, Éditions sociales, 2010

2. À l'époque, les effectifs communistes en région parisienne ne dépassent pas les 15 000 !

pourcentage passe même à 12 % (33 % en 1977). Les communistes et leurs alliés sont ainsi toujours à la tête de 26 communes de plus de 50 000 habitants et d'un total de 167 au-dessus de 10 000 habitants. Jusqu'en 2008, le PCF n'a pu enrayer le déclin de sa représentation municipale ; aux dernières élections, il l'a ralenti, mais ne l'a pas interrompu. Le rêve d'y parvenir enfin en 2014 pèse incontestablement sur ses choix.

Il convient toutefois de se garder de toute généralisation. Moins que jamais, le PC n'est un bloc monolithique. Quand on l'observe, de bas en haut, on se trouve davantage devant un kaléidoscope d'attitudes que devant un groupe compact suivant une ligne homogène. En fait, on repère davantage d'intuitions, plus ou moins raisonnées, que l'effet d'une stratégie savamment formalisée. Deux démarches semblent certes avoir pour elles une certaine cohérence. D'un côté ce que, par pure commodité, on désignera ici comme la tradition « huiste », longtemps exprimée par l'ancien numéro un, Robert Hue. Elle repose plus ou moins sur la conviction que le tête-à-tête du PC et du PS est l'axe organisateur fondamental de la gauche française. En outre, cette démarche a tiré, des échecs des stratégies solitaires des années 1977-1993, la conviction que seule la référence à l'union de la gauche ancienne permet au PCF d'éviter les dérives « gauchistes » et les pièges de l'isolement.

D'un autre côté existe la tentation « identitaire », qui fait du PC la figure quasi exclusive de « l'autre gauche ». Tout aussi méfiante à l'égard de l'extrême gauche (la « petite gauche » dans le vocabulaire classique du PC) qu'à l'égard de la social-démocratie, cette tradition répugne à la coalition des communistes avec d'autres courants, à commencer par les « trotskystes » honnis.

En dehors de ces deux démarches clairement identifiées et qui partagent une commune et vivace distance à l'égard du Front de gauche, la situation est plus complexe. Certains, dirigeants comme militants, ont fait sincèrement le choix du Front, sans toujours bien savoir si ce Front doit rester un cartel provisoire, ou devenir une structure pérenne de politisation, à la fois citoyenne et partisane. Pour d'autres, l'insertion dans le Front de gauche est un simple expédient pour enrayer l'isolement du PCF, dans l'attente de l'hypothétique eldorado de la relance communiste et d'une nouvelle hégémonie future. Ceux-là sont aujourd'hui enclins à préserver l'alliance amorcée à la fin de 2008 avec Jean-Luc Mélenchon et ses amis. Mais le passage d'un choix conjoncturel à une démarche enracinée dépendra des résultats de l'alliance, de sa capacité à se déployer de façon pluraliste et à faire la preuve de son efficacité.

FAIRE FRONT

Pour l'instant, l'équilibre du groupe dirigeant semble toujours en faveur de


l'alliance conclue à la gauche du Parti socialiste. Deux éléments peuvent le remettre en question à plus ou moins long terme: la montée des tensions entre les deux partenaires principaux du Front (cf. analyse de Guillaume Liegard) ; la conviction que, l'air du temps n'étant pas à la mobilisation sociale et à la radicalisation à gauche des opinions, le maintien d'un contact avec la mouvance socialiste demeure la solution la plus réaliste, en attendant des jours meilleurs. Si la société vire à droite, le bras de fer avec le PS peut apparaître moins attractif que dans les temps de forte pression à gauche.

Qu'en pense le secrétaire national ? Son choix du Front de gauche ne peut être mis en doute et il faut prendre au mot son affirmation actuelle, selon laquelle le PCF n'a pas changé de stratégie depuis 2012. L'actuel numéro du PC sait trop que le retour à la catastrophe de 2002-2007 n'est pas conjuré. Il sait que, seul, le PCF pèse moins de 5 %. En même temps, comme tout numéro un, il est sous la pression permanente de la longue scansion historique qui, depuis 1978, voue le PCF au recul, élection après élection.

À partir de 1973, les dirigeants communistes sont confrontés à la longue tendance qui a vu le PCF perdre la relative hégémonie qu'il exerçait depuis 1945 sur la gauche française, puis s'effacer électoralement. En fait, ils n'ont pas plus compris les sources de leur décrochage, qu'ils n'avaient vraiment perçu

Traumatisé par le grave recul des législatives de 2012, Pierre Laurent ne veut pas être celui qui n'a pas su sauver le « trésor » municipal du parti.

celle de leurs succès d'après 1934. Faute de cette intelligence du réel, ils ont été contraints à l'oscillation permanente de leur ligne politique, centrée sur la perpétuation de la structure partisane qui est devenue dans leur esprit la représentation unique du communisme politique tout entier. À partir de 1981, en tout cas, leur obsession première a été de défendre leurs acquis, pour enrayer leur déclin. Traumatisé par le grave recul des législatives de 2012, comme d'autres avant lui, Pierre Laurent ne veut pas être celui qui n'a pas su sauver le « trésor » municipal du parti. Plus que tout, il redoute d'être celui qui portera la responsabilité d'un nouveau déclin.



Sans doute ne mesure-t-il pas suffisamment, et tout le groupe dirigeant avec lui, que ce « défensisme » est, sur la longue durée, un élément actif de l'épuisement de l'influence communiste. À trop défendre, sans se demander avant tout comment reconstruire, on finit par s'engluer dans l'existant. Dans ce cas, au mieux on ralentit l'effet de l'inéluctable, sans jamais pouvoir le contredire.

S'il est une issue pour le communisme politique, il ne peut être dans la défense de « l'acquis » ou de la reproduction d'un appareil. En fait, il n'y a d'avenir pour lui que dans l'affirmation d'un rassemblement qui le déborde. Un rassemblement qui doit tenir compte de l'évolution d'une social-démocratie de plus en plus tentée par le renoncement, qui ne peut ainsi envisager à court terme d'alliance avec elle, mais qui ne doit pas pour autant abandonner la perspective d'une gauche

rassemblée, autour d'un parti pris radicalement transformateur.

Les incertitudes du moment n'invalident pas le choix de la radicalité. Contrairement aux analyses trop rapides, la société ne vire pas uniformément à droite (cf. analyse de Roland Cayrol dans ce même numéro). Il n'en reste pas moins que la gauche ne va pas bien. De la sorte, si une voie à gauche s'impose, ce ne peut donc être celle d'une radicalité incantatoire, tendue vers la dénonciation ; seule vaut aujourd'hui une radicalité d'alternative, qui ne sépare jamais la rigueur des contenus et la plus large ouverture des dynamiques sociopolitiques capables de les porter. Toute élection est une occasion de faire vivre cette alchimie. Encore faut-il que chaque élection puisse témoigner d'une cohérence, sans se noyer dans la juxtaposition infinie de particularités locales par ailleurs bien réelles.

● ROGER MARTELLI

FRONT DE GAUCHE **BILAN DANS** **LES GRANDES VILLES**

**Petit tour de France des alliances
du PCF dans les 38 villes de plus
de 100 000 habitants.**

En l'absence d'une position nationale du PCF, c'est ville par ville que les communistes décident de leur stratégie par le biais d'une consultation des adhérents. Faire le point sur la situation dans les villes de plus de 100 000 habitants nous a paru utile pour apprécier la réalité de ce que sera la bataille du Front de gauche dans les principales métropoles françaises. Sera-t-il rassemblé dans une même liste ou divisé – c'est-à-dire que les partenaires de cet espace politique se présenteront de façon concurrente ? Il ne s'agit pas de sous-estimer ce qui se passera dans les villes de moindre importance, notamment dans de nombreuses communes populaires

où le Front de gauche est fortement implanté, mais la configuration de ces « grandes » villes, par leur visibilité, leur médiatisation aura un impact politique sur la compréhension de ce que fait le Front de gauche lors des municipales de mars 2014.

La France comporte 38 municipalités de plus 100 000 habitants (voir tableau ci-contre). Hormis Boulogne Billancourt, commune très ancrée à droite, où le Front de gauche n'existe pas, le cadre stratégique était posé dans 37 villes. En l'état, la situation est la suivante : dans 24 villes, c'est le choix d'une liste autonome du Front de gauche qui a été voté par les communistes. Dans six villes (Paris, Saint-Étienne, Villeurbanne,

Liste des 38 villes de plus de 100 000 habitants, classées par taille (nombre d'habitants)

Ville	Liste « initiative Front de gauche »	Indécis selon vote des militants PCF	Liste PC avec PS
Paris			X
Marseille	X		
Lyon	X		
Toulouse		X	
Nice	X		
Nantes		X	
Strasbourg	X		
Montpellier	X		
Bordeaux	X		
Lille	X		
Rennes		X	
Reims		X	
Le Havre	X		
Saint-Étienne			X
Toulon	X		
Grenoble	X		
Dijon	X		
Angers		X	
Villeurbanne			X
Le Mans	X		
Nîmes	X		
Aix-en-Provence	X		
Brest			X
Clermont-Ferrand	X		

Brest, Perpignan et Besançon), les militants du PCF ont choisi une alliance avec le Parti socialiste dès le premier tour. Dans ces villes, à côté de la liste PCF/PS, il y aura donc une autre liste composée des autres forces du Front de gauche. Enfin, le vote n'a pas encore eu lieu dans sept communes.

Parmi les villes qui n'ont pas encore voté, la plupart devraient s'orienter vers une alliance avec le Parti Socialiste. C'est en tout cas le choix que portent les directions communistes des villes concernées. Mais si celles-ci font le forcing dans la presse régionale (Toulouse, Nantes, Angers...), on sait depuis le vote à Lyon que les militants peuvent imposer un autre choix, et que responsables locaux et élus sortants peuvent être battus. Les résultats de Toulouse et Nantes seront particulièrement importants. Si ces villes basculent dans le camp de l'autonomie, alors parmi les dix plus grandes villes, seule Paris fera exception avec son accord avec le Parti socialiste. Disons-le : cette hypothèse n'est pas la plus probable et le trouble né de la décision à Paris, parce que c'est la capitale et que Pierre Laurent, secrétaire national, a pesé de tout son poids, laissera des traces. Mais les listes autonomes seront largement majoritaires par rapport aux listes d'union avec le PS. C'est désormais un fait acquis et c'est un signe clair envoyé par les membres du PCF à leur direction.

● GUILLAUME LIÉGARD

**Si Toulouse et
Nantes basculent
dans le camp
de l'autonomie,
Paris sera la
seule grande ville
de France avec
une liste PCF-PS.**

Ville	Liste initiative Front de gauche	Indécis selon vote militants PCF	Liste PC avec PS
Limoges	X		
Tours		X	
Amiens	X		
Metz	X		
Perpignan			X
Besançon			X
Boulogne Billancourt	Pas de Front de gauche		
Orléans	X		
Rouen	X		
Mulhouse	X		
Caen		X	
Saint-Denis	Front de gauche sortant		
Nancy	X		
Argenteuil	X		
Montreuil	X		
Total 38	24	7	6

DES VOTES **SUR LE FIL DU RASOIR**

Confier aux seuls militants du PCF le choix des alliances électorales pose la question de la démocratie au sein du Front de gauche.


Pour la préparation des élections municipales de mars 2014, le Front de gauche n'a pas été en mesure d'avoir une position politique nationale. Sept¹ des neuf composantes ont clairement pris position pour la présentation de listes autonomes du Parti socialiste au premier tour. Une seule, le courant République et Socialisme issu du MRC de Chevènement a pris position pour des listes d'union de la gauche. Enfin, la direction nationale du PCF a choisi de ne pas

choisir en renvoyant la décision au vote des militants ville par ville.

L'argument a été abondamment utilisé, « les communistes, eux, votent, ils sont démocratiques ». Ce fait est a priori imparable et il paraît naturel, juste et de bon aloi que lorsque plusieurs positions sont en présence, on les départage par le vote. Dès lors, pourquoi ne pas organiser un vote national pour dégager une stratégie d'ensemble ? Nous ne le saurons pas car cette option n'a pas été défendue.

Au-delà du débat sur l'exigence ou non d'une cohérence nationale, les votes internes au PCF ne doivent pas escamoter un fait plus essentiel : l'inexistence du

1. Il s'agit des organisations suivantes : Parti de gauche, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, Fase, Alternatifs, C&A, Parti communiste des ouvriers de France.



À Paris, un vote de l'ensemble du Front de gauche aurait donné une nette victoire au choix de l'indépendance vis-à-vis d'Anne Hidalgo.

Front de gauche en tant que tel pour prendre toutes ces décisions. À Lyon, les résultats au sein du PCF ont donné 100 voix pour l'autonomie et 81 voix pour l'accord avec Gérard Collomb. Le sort d'une liste du Front de gauche s'est donc joué à 19 petites voix alors qu'un processus qui aurait associé l'ensemble des militants des différentes organisations aurait donné une victoire bien plus large en faveur de l'autonomie. Le cas parisien est plus éclairant encore. Les votes au sein de la fédération PCF 75 ont donné 670 voix en faveur de l'alliance avec le Parti socialiste contre 500 pour l'autonomie. Cet écart de 170 voix nourrit nécessairement un ressentiment car un vote de l'ensemble du Front de gauche aurait donné une nette victoire au choix de l'indépendance vis-à-vis d'Anne Hidalgo. Il est donc possible de considérer que la démocratie interne au PCF a eu pour principale conséquence un déni de

démocratie au sein du Front de gauche. Mais il serait injuste de faire porter au seul PCF cet état de fait. En effet, au sein du Front de gauche, personne n'a proposé de processus incluant l'ensemble des militants. Et c'est peut-être cela qui est le plus problématique pour ce rassemblement : son incapacité à se vivre autrement que comme un cartel électoral. Plus de dix-huit mois après la présidentielle et dans une configuration politique pour le moins délicate cet immobilisme organisationnel est lourd de conséquences. Peut-être est-il temps de méditer cette phrase de Rimbaud : *« Vous finirez toujours comme un satisfait qui n'a rien fait, n'ayant rien voulu faire. »* ● GUILLAUME LIÉGARD



Photo Philippe Leroyer

Trait d'union **Naissance d'un** **«troisième pilier» dans** **le Front de gauche**

**Les 23 et 24 novembre prochains,
un nouveau mouvement verra le jour
au sein du Front de gauche.**

**Christophe Aguiton, l'un des initiateurs,
nous éclaire sur la genèse et les enjeux
de cette troisième force. Entretien.**

Comment est née cette idée de processus provisoirement surnommé « **Trait d'union** » ou « **Troisième pilier** » ?

C'est un processus qui a démarré pendant la campagne présidentielle de 2012. La dynamique de celle-ci a attiré des dizaines de milliers de personnes vers le Front de gauche, mais elle a aussi posé deux problèmes politiques, à savoir : comment permettre à ces militants ou simples citoyens de s'intégrer au Front de gauche ? Et par voie de conséquence, quelle devait être la place des composantes constituées dans le Front de gauche ?

Ce débat a porté sur toute une série de choses : comment aller vers des adhésions directes au Front de gauche, quelle place donner aux assemblées citoyennes, aux fronts thématiques, etc. Et il a amené des responsables de plusieurs « petites » composantes du Front de gauche, Convergence et alternatives, Gauche unitaire et la Fédération pour une alternative sociale et écologiste [FASE, ndlr] ainsi que des courants s'intégrant à la campagne

électorale comme les Alternatifs et la Gauche anticapitaliste à se réunir avec des militants issus du mouvement social pour réfléchir à ces questions et tenter un rapprochement politique.

Des rencontres ont donc eu lieu durant toute l'année 2012, dans un processus appelé « Tous ensemble », mais sans permettre de faire un réel saut qualitatif. Plusieurs raisons à cela, certains voulaient donner la priorité à l'élargissement du Front de gauche et aux adhésions directes, d'autres voulaient tester des rapprochements possibles avec le Parti de gauche, d'autres enfin voulaient vérifier la solidité des accords politiques avant de se lancer dans un rapprochement.

En parallèle, à la fin 2012, les cinq organisations ont commencé à se réunir entre elles, à élaborer des textes communs et ont publié un bulletin, « Trait d'union ». Finalement les deux processus ont fusionné, ce qui a permis la tenue d'une réunion nationale le 15 juin 2013 qui a décidé de lancer le processus de rapprochement entre ces forces – sauf pour la Gauche unitaire qui s'est divisée en deux, moitié pour et moitié contre. Les 23 et 24 novembre, un nouveau mouvement va donc se créer, pour une étape de transition pendant laquelle les courants constituants continueront à exister.

Quelle est votre identité politique ?

Le mouvement qui va se créer est issu de trois cultures politiques : une partie vient de la LCR ou du NPA, une autre



Christophe Aguiton est une figure du mouvement social et altermondialiste. Militant de la LCR jusqu'en 1980, il a participé à la création de SUD-PTT en 1988. Il est membre fondateur d'ATTAC.

de la culture communiste, avec l'Association des communistes unitaires et une troisième de la culture alternative, très présente à la FASE et bien sûr chez les Alternatifs. Mais ce qui fait la force de ce rapprochement, c'est l'existence d'accords politiques qui ont été vérifiés par la pratique commune de ces différents courants sur de nombreux terrains : l'internationalisme avec le mouvement altermondialiste, l'écologie avec des luttes comme celle de Notre-Dame-des-Landes, le féminisme, la défense et la promotion des pratiques alternatives, le refus de toute hiérarchie et subordination entre forces politiques et le mouvement social, la conviction de la nécessité d'une refonte radicale des pratiques démocratiques, etc.

Quel rôle entendez-vous jouer dans le Front de gauche ? Quelle est votre valeur ajoutée ?


Ce nouveau mouvement peut apporter trois éléments importants pour le Front de gauche.

Tout d'abord un élargissement politique grâce à une sensibilité à des questions qui ne sont pas ou peu portées par le PCF et le PG. Deux exemples pour être plus concret. Il s'est tenu à Bayonne, il y a un mois, une initiative très importante pour promouvoir les pratiques alternatives, sociales et écologiques, « Alternatiba » qui a réuni plus de 10 000 personnes, venant du pays basque et au-delà ; le Front de gauche devrait s'impliquer massivement dans ce type

Le mouvement qui va se créer est issu de trois cultures politiques : celle de la LCR ou du NPA, la culture communiste et la culture alternative.

d'initiative et le mouvement en gestation peut y aider. Et si l'on regarde les mobilisations internationales les plus récentes, deux d'entre elles, en Turquie et au Brésil, ont porté sur des questions urbaines, une thématique mise en avant par le géographe David Harvey sous le nom de « Droit à la ville » et qui pourrait inspirer le Front de gauche ; là aussi le nouveau mouvement pourrait le faciliter...

C'est ensuite l'insistance dans l'idée que le Front de gauche doit s'élargir politiquement mais aussi socialement, et que cela ne peut se faire par la simple croissance des partis constituant le Front de gauche. Peu parmi les dizaines de milliers de personnes qui se sont investis dans la campagne présidentielle de 2012 rejoindront le PCF, le PG ou notre nouveau mouvement. Il faut donc permettre des adhésions directes, revivifier les assemblées citoyennes, etc. Et, enfin, l'existence d'une troisième composante peut aider à réduire les



tensions qui existent dans le Front de gauche. Aujourd'hui, le Front est composé de deux partis importants et de petites composantes qui ne pèsent que très peu. Tout désaccord entre le PCF et le PG se transforme alors en un bras de fer que personne ne peut désarmer. Le simple fait d'être trois composantes importantes devrait permettre de décrisper, et donc de stabiliser, les relations en interne.

Avez-vous un partenaire privilégié dans le Front de gauche ?

Non, car tout dépend des sujets et des terrains. Pour ce qui est des municipales, nous sommes tous en faveur de listes autonomes du Front de gauche au premier tour, ce qui nous situe du côté du PG. Mais sur d'autres sujets, on peut penser à « l'unité de la République » telle que le PG l'a défendue en Alsace pendant le référendum régional, ou encore aux règles de fonctionnement interne, nous serons très loin du PG.

Comment appréhendez-vous la séquence municipales/européennes qui s'annonce ?

Nous ferons campagne avec des listes autonomes au premier tour dans toutes les grandes villes, mais nous sommes en même temps convaincus que la pérennité du Front de gauche est essentielle. Plus vite nous aurons donc un accord pour les Européennes, mieux ce sera !

● PROPOS RECUEILLIS PAR

ROSA LAFLEUR

Le simple fait de passer à trois composantes importantes devrait permettre de décrisper, et donc de stabiliser, les relations internes au Front de gauche.



Isabelle Lorand

Front de gauche
Envie
d'avoir
(re)envie

Lorsqu'avec Frederick Genevée, nous avons écrit à Jean-Luc Melenchon, et à travers lui à tous ceux et celles dont le cœur bat Front de gauche, nous proposons, pour sortir de l'actuelle zone de turbulences, d'assumer nos différences afin d'en faire des forces. Quand on sort le drapeau blanc, on a toujours un peu la trouille de remettre cent balles dans la machine à perdre. Mais ce qui s'est révélé est de toute autre nature : la bombe à fragmentation de la gauche radicale était déjà réactivée. Et c'est peu de dire que nos chamailleries, quand le peuple est si mal et que la situation politique est si critique, sont totalement incompréhensibles. Ceux qui avaient en 2012 vibré, pleuré, dansé avec nous, ceux qui ne veulent rien lâcher, ceux-là sont désenchantés. Quant aux nombreux électeurs socialistes ou verts déboussolés par un gouvernement qui fait les poches aux plumés pour engraisser les pigeons, casse le droit du travail, maltraite le droit du sol et tant d'autres trahisons, eux ne nous calculent même pas. Ces orphelins d'une force politique boudent tout simplement les urnes. Quand l'espoir politique est aux abonnés absents, le sentiment d'impuissance triomphe. Sidérés par l'enthousiasme populaire de notre rassemblement, les anti FDG étaient bouche bée depuis cinq ans. De toute part, les voilà réactivés. L'effet rebond est stupéfiant... Bref, ça va

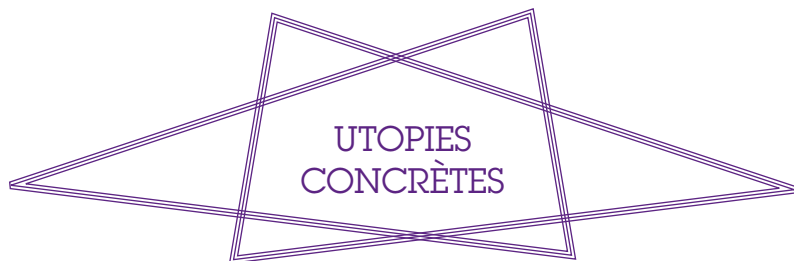
carrément mal. Alors, stop les âneries. Il faut d'urgence rouvrir la table des négociations ! Et regarder l'autre pour ses atouts plutôt que par ses faiblesses. Juste de la bienveillance pour réparer ce qui ne peut pas être irréparable. Le nombre inouï de témoignages de sympathie à notre lettre ouverte émanant de tous les piliers du Front de gauche, et notamment des apartides, me rassure. Nous sommes si nombreux dans les starting-blocks pour continuer ensemble cette belle aventure : offrir à notre peuple la possibilité de rendre majoritaire le parti pris de « L'humain d'abord ». Et parce qu'en politique, il n'est pas d'alternative à la dynamique politique, il n'y a qu'une seule solution : prendre ensemble une initiative politique. La présentation par le Parti de la gauche européenne (PGE) du jeune leader grecque Alexis Tsipras à la présidence de la commission européenne, la constitution des listes européennes, la multiplication des rassemblements avec le FDG pour les élections municipales, l'élection de nombreux élu-Es du Front de gauche... sont autant de chances à saisir. ●

UN LOGEMENT
POUR TOUS



HOPEDIE

LIBERTÉ ÉGALITÉ
SOLIDARITÉ



Contre la spéculation immobilière

Avec sa charte des promoteurs signée en 2004, la municipalité de Saint-Ouen a prouvé qu'il est possible de lutter contre la flambée des prix de l'immobilier. Même aux portes de Paris. Après quelque dix ans d'existence, les prix du mètre carré sont inférieurs de 10 % aux prix du marché.

Le droit au logement pour tous, c'est une affaire de coûts. Coût du foncier, coût de la construction, coût de la vente, coût de la location. Dans les grandes métropoles françaises, et singulièrement en Ile-de-France, le renchérissement des prix de vente devient un frein à l'accès à la propriété immobilière. La baisse observée ces derniers mois est finie, l'immobilier est reparti à la hausse en septembre-octobre 2013. Dans certaines communes périphériques de Paris, elle peut atteindre, à nouveau, dix points et plus. C'est dans ce contexte que plusieurs municipalités ont lancé leur « charte des promoteurs », comme outil de lutte contre la spéculation. Basées sur le volontariat, et les outils réglementaires dont disposent les municipalités pour influencer sur les dossiers de construction (notamment les permis de construire), ces chartes visent un encadrement des prix de vente et, par voie de conséquence, des prix à la location.

L'exemple de Saint-Ouen

Avec une première charte signée en 2004, Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, est pionnière en la matière. Même si d'autres exemples antérieurs sont à signaler en province. Le 15 novembre, c'est au tour de la ville de Vitry-sur-Seine de signer son propre document.

Partout, l'objectif est le même : lutter contre la flambée des prix. À Saint-Ouen, la charte révisée les fixe à 10 % en dessous de la valeur du marché. Soit un plafond à 4 500 euros le mètre carré le tarif de vente dans l'immobilier neuf. La municipalité et les promoteurs se sont mis d'accord sur un prix de sortie moyen à 4000 euros du mètre carré. Pour comparaison, pour un appartement, le prix du mètre carré est de 8 270 euros à Paris (source *La Tribune*) et de 4 841 euros en Ile-de-France, selon les professionnels du secteur.

Le marché est donc régulé par l'action publique. *« Si les prix s'emballaient, nous entrerions dans une dynamique soumise à la seule loi du marché, souligne Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen. La charte promoteur permet de maintenir les prix fonciers dans une fourchette acceptable et de rendre accessible au plus grand nombre la propriété. »* Le document entre dans le détail pour prévenir le risque spéculatif. Ainsi, la charte précise un nombre de propriétaires « investisseurs » limité à 20 % pour 80 % de propriétaires « occupants » et fixe une durée minimale d'occupation avant revente...

Selon les statistiques de la Ville de Saint-Ouen, au début des années 2000, 24 % des acheteurs étaient des Audoniens¹. Ils seraient aujourd'hui 50 %. Une évolution qui prend évidemment en compte le phénomène de « gentrification »

1. Les habitants de Saint-Ouen

propre aux communes limitrophes de Paris. Mais pas seulement. Saint-Ouen dispose encore de nombreux terrains disponibles à la construction. Et la Ville peut mettre en œuvre une politique urbanistique de densification, corollaire de la charte des promoteurs.

Des professionnels satisfaits

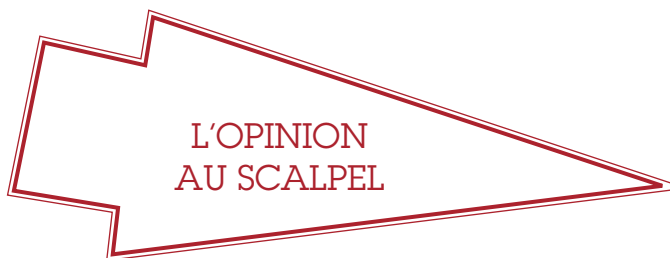
C'est ce que nous explique clairement M. Géry, un promoteur opérant sur Vitry-sur-Seine : « *L'encadrement des prix de vente va de pair avec la densification urbaine.* » Et d'ajouter : « *Notre but n'est pas de vendre cher mais de vendre.* » La charte des promoteurs permet aux opérateurs de vendre vite leurs produits, sans passer par les complexes systèmes de portage financier. Les prix attractifs constituent donc autant de garanties pour les affaires dans ce monde hyperconcurrentiel qu'est celui de l'immobilier.

L'avis du promoteur val-de-marnais n'est pas un cas à part. Ainsi, à l'occasion de la signature de la version révisée de la charte audonienne en 2011, d'autres professionnels ont expliqué leur satisfaction. « *À partir du moment où l'équilibre économique du projet le permet, nous sommes favorables à une politique des prix maîtrisés* », indique Denis Listrat, le patron d'Interconstruction Rem. « *Les prix du foncier sont tenus, on trouve facilement des acheteurs et les logements sont moins chers qu'ailleurs. Tout le monde est gagnant* », confirme encore

Christophe Bacqué, le président de Cogedim Résidence, cité par *Le Parisien*. Du coup, les opérateurs acceptent de jouer le jeu, même si leur signature au bas de la charte constitue la condition *sine qua non* pour pouvoir travailler dans les villes qui s'en dotent. Là où Saint-Ouen présente une vraie spécificité, c'est que la municipalité a étendu la lutte contre la spéculation à l'immobilier ancien. Le droit de préemption urbain est utilisé de manière systématique ou presque, pour prévenir toute envolée de prix. Ce droit permet à la commune d'acquérir prioritairement un bien foncier ou immobilier lorsque celui-ci est sur le point d'être vendu. Le prix de référence devient alors celui fixé par les Domaines et pas celui du libre marché. La municipalité peut ensuite revendre le bien immobilier au tarif qu'elle aura fixé.

La rigueur dans l'utilisation de ces outils réglementaires, le refus d'y déroger, créent aussi une culture commune qui entraîne des modifications chez l'ensemble des intervenants dans l'immobilier. En tout cas, sur le territoire où ils sont mis en œuvre. N'en reste pas moins qu'au départ, il faut une volonté politique forte. À Saint-Ouen, elle a fait la preuve par l'exemple de son efficacité. Et aujourd'hui, nombre de candidats, notamment Front de gauche, aux municipales intègrent une charte des promoteurs dans leur programme électoral.

● **NATHANAËL UHL**



À droite tous?

Entre la victoire du FN à Brignoles et la popularité de Manuel Valls, on aurait vite fait de conclure à une droitisation de la société française. « Erreur », nous dit Roland Cayrol, politologue et directeur de recherche au CEVIPOF. Entretien.

Le Front national a le vent en poupe, François Fillon vire à droite toute, Manuel Valls est le ministre le plus populaire... Doit-on conclure que la droitisation de la société est en marche ?

Plusieurs phénomènes se conjuguent. D'abord, il n'y a pas de montée enregistrée du FN. Depuis la présidentielle de 2012, on nous raconte cette fable : tout serait bon pour le FN et l'ascension de Marine Le Pen serait irrésistible. Or, en 2012, Marine Le Pen a fait moins que le score de son père dix ans plus tôt, et rien de plus si l'on ajoute le score de Bruno Mégret à l'époque. À la cantonale partielle de Brignoles qui a fait trembler la République, rien de nouveau : le FN avait déjà eu un conseiller

« À force de valoriser le FN en le mettant sur le devant de la scène, on va finir par lui faire la courte échelle »

général dans ce canton. Et ce résultat est censé nous montrer l'ascension du FN ! Ce que montre toutes les partielles depuis la présidentielle, c'est l'effondrement du PS : ça, c'est vrai. L'abstention croissante de la gauche profite essentiellement à l'UMP. De ce fait, si la droitisation, c'est la montée du FN, c'est en réalité fantasmatique. Mais à force de valoriser le FN en le mettant sur le devant de la scène, on va finir par lui faire la courte échelle et produire son ascension. Cette vague de folie médiatique va finir par produire ses effets. À force de mettre l'extrême droite au centre, on devient les apprentis sorciers du FN.

Le deuxième phénomène, c'est que nous sommes dans une France qui vieillit. Nous avons le corps électoral le plus vieux du suffrage universel. Le poids du troisième et quatrième âge est de plus en plus important. Or il y a une demande dans cette population d'ordre, d'autorité, de discipline. Ce n'est pas un problème droite/gauche : cela concerne tous les électors, ce qui explique en partie l'image flatteuse de Manuel Valls. Enfin, ce qui monte dans la société, c'est le racisme. C'est vrai dans tous les pays de l'Europe, en Suède comme en Italie, en Angleterre comme en Allemagne ou en France. Un Européen sur deux dit son hostilité ou son antipathie vis-à-vis des musulmans. L'islamophobie est devenue un moyen plus correct de dire son rejet des immigrés d'origine arabe. Les Européens vivent une crise d'identité. Ils ne reconnaissent plus leur cher et vieux

pays et reportent leur angoisse sur les arabo-musulmans. Même le tabou de la nationalité a disparu. Dans les villes du Sud-Est, les gens disent qu'il faut les mettre dehors. On leur rétorque qu'ils sont Français et eux répondent que cela ne change rien : dehors ! Là encore, entonner des refrains qui ressemblent à ceux du FN ne fait que le légitimer.


La France n'est pas pour autant devenue hostile au changement ou repliée sur elle-même. Jamais dans l'histoire des sondages, les Français n'ont été aussi attachés à la justice sociale. Ils sont en grande majorité révoltés par l'injustice sociale et la lutte contre les inégalités est au cœur de leurs espérances. Sur l'ensemble des thèmes historiquement chers à la gauche, en vérité, il n'y a pas de droitisation de la société française. Il y a en effet un poids pour l'ordre et une augmentation du racisme anti-arabo-musulman. Mais c'est faux d'appeler cela droitisation et montée irréversible du FN.

Comment expliquer que le Front de gauche ne profite pas davantage de cette situation ?

Il y a un espace pour le Front de gauche attesté par la déception vis-à-vis de la politique Hollande/Ayrault. 35 à 40 % des électeurs PS au premier tour de la présidentielle se disent déçus par le gouvernement et la majorité absolue des électeurs des autres candidats de gauche affirme sa déception. Théoriquement, il y a donc un espace mais

« Jamais dans l'histoire des sondages, les Français n'ont été aussi attachés à la justice sociale »

pratiquement le Front de gauche se révèle incapable de répondre aux attentes de cet électorat. D'abord, il est considéré comme étant dans le bateau que la gauche de gouvernement. C'est quand même la même famille : le Front de gauche a apporté son soutien à Hollande au deuxième tour de la présidentielle et on le voit, aux municipales, faire ici ou là cause commune avec le PS. Par ailleurs, il n'y a pas de croyance dans un programme du Front de gauche. À part être contre, on ne voit pas les propositions en positif auxquelles on pourrait croire. Enfin, Jean-Luc Mélenchon est un leader qui a intrigué et intéressé pendant la présidentielle mais ses excès



de langage et le personnage qu'il se fabrique n'est pas bien convainquant. Il est en voie de « Georges Marchaisisation », si l'on peut dire. Il manque une crédibilité pour des gens qui ont envie que leur force politique partage un jour une expérience de pouvoir. À l'extrême droite, l'électorat aspire à contester et cela suffit. À la gauche de la gauche, le refus s'accompagne d'une envie de participer. On attend plus de cohérence et de crédibilité.

Dans quelle mesure l'UMP peut-elle tirer les marrons du feu ?

Mécaniquement. Son électorat est très sévère par rapport à la guerre des chefs. Il est demandeur d'unité mais comme nous ne sommes pas en période présidentielle, les électeurs se servent du vote UMP pour sanctionner le gouvernement. Les positionnements respectifs de Sarkozy, Copé et Fillon échappent en partie aux électeurs. On voit surtout que la guerre des chefs n'est pas porteuse de projets différents. Et ce d'autant que l'image par rapport à l'identité de chaque leader a changé et ainsi brouillé les cartes. L'UMP peut sortir gagnant des municipales mais cela ne dit rien du match national suivant.

● PROPOS RECUEILLIS PAR
CLÉMENTINE AUTAIN

il n'y a pas de croyance dans un programme du Front de gauche



Le CNR ou l'optimisme combatif des Jours Heureux

**Avec *Les Jours Heureux*, un documentaire
sur le Conseil national de la Résistance,
Gilles Perret cherche à transmettre
l'optimisme et la combativité de ce moment
d'histoire politique qui devraient inspirer
notre époque. Quand l'utopie devient
réalité... Rencontre.**

Comment est né ce film ?

En 2008, j'ai fait un film, *Walter, retour en résistance*, qui était un portrait d'un ancien résistant déporté, un communiste, venant de ma région la vallée du Giffre en Haute-Savoie. Le Conseil national de la Résistance y était abordé. Walter était inquiet de démantèlement des acquis du CNR. Au même moment, j'ai fait venir Stéphane Hessel au plateau des Glières pour le rendez-vous des « citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui ». Son discours d'alors avait donné naissance à son fameux livre, *Indignez-vous*, dans lequel la référence au CNR est présente. Je me suis dit alors qu'il fallait un film pour raconter cette histoire. Je pensais trouver facilement des subventions auprès des télévisions car les politiques font ces temps-ci beaucoup référence au CNR et que ce n'est pas mon premier film. Une chaîne m'a dit : « *On veut bien faire un film comme ça mais sans politique.* » Comme s'il fallait laisser le CNR dans l'histoire... Alors nous avons lancé une souscription et, en même temps, j'ai filmé Stéphane Hessel, Raymond Aubrac et Robert Chambeiron. Aubrac a

beaucoup inspiré ce film : c'est avec lui que j'ai compris l'urgence à faire ce film. Quand on enseigne l'histoire de cette période, c'est surtout le récit d'hommes avec des pistolets, des faits d'armes, et pas le projet politique qu'il y avait derrière. Le film de Claude Berri illustre ce climat dans l'histoire commune de la seconde guerre mondiale : un roman de guerre et d'amour où la pensée politique est totalement absente. Or chez Aubrac, la politique était fondamentale. Bref. La souscription a très bien fonctionné et nous avons trouvé des financements du côté des comités d'entreprise et des mutuelles, ce qui n'est pas anodin puisque ces espaces ont été créés par le CNR.

Quelle démonstration politique voulez-vous faire avec ce film ? À quoi sert au fond le CNR pour les batailles d'aujourd'hui ?

La leçon, c'est de mettre l'intérêt général devant les intérêts particuliers. C'est un programme de vivre ensemble. La question des acteurs du CNR était de savoir comment ne pas revivre ce que la société avait vécu dans les années



Fils d'ouvrier et ingénieur de formation, Gilles Perret est réalisateur. Après *Trois frères pour une vie*, son premier film en 2008, et le succès de *De mémoires d'ouvrier* qui avait drainé 50 000 spectateurs, une performance pour sa catégorie, il revient en salles avec *Les jours heureux*.

1930 avec le poids de l'oligarchie. La presse, l'énergie, la finance doivent être orientés par la politique. C'est ce qu'ils font – liberté de la presse, nationalisation des banques, statut de la fonction publique, etc. – et c'est cette idée qui doit questionner le présent. Le projet fut aussi de redonner du sens au travail et des conditions de protection sociale – d'où la création de la sécurité sociale, la retraite par répartition, etc. Or ce programme audacieux a été pensé dans un contexte de marasme noir, en pleine situation économique incomparablement pire que la nôtre. Ce n'est pas le tout de se libérer de l'ennemi, il faut préparer l'avenir, estimaient les artisans du CNR. Et avec un discours optimiste : quand on veut, on peut. À l'époque pourtant, on leur disait que l'on ne pouvait rien changer, comme aujourd'hui finalement, où l'on nous martèle qu'aucune avancée sociale n'est possible. Or, à une minorité, ils ont réussi à changer les choses. La résonance n'est pas dans la situation militaire mais dans le rapport de force à construire et l'ambiance fataliste des médias et de la classe politique. Les gens qui voient mon film ressortent revigorés.

C'est un peu « yes we can »...

Oui. C'est une belle démonstration de volonté, dignité, de constance dans les idées. Ils n'ont rien lâché. Et tout ça ne se fait pas dans le consensus. On a tendance à penser que le programme du CNR est un compromis entre gaullistes

« Le programme audacieux du CNR a été pensé dans une situation économique pire que la nôtre. »

et communistes obtenu dans un climat de sympathie. En réalité, il naît d'un rapport de force. Les communistes ont considérablement pesé. Les annotations des archives des débats faites par les acteurs eux-mêmes montrent ce niveau de conflictualité. Cela sert d'exemple : c'est par le rapport de force qu'ils obtiennent un programme aussi ambitieux. Plus les négociations avancent et plus le projet est audacieux. Aujourd'hui, on baigne dans cette culture du consensus mais si on mettait tous les partis autour d'une table pour régler un programme commun d'union nationale, on arriverait à un texte insipide.

La morale du film, ce n'est donc pas l'éloge de l'Union nationale ?

Bien sûr que non. La remarque de Jean-Luc Mélenchon dans le film est fort juste : « *Les uns étaient en face des fusils des autres.* » Dans le CNR, il n'y a que les combatifs, ceux qui ont pris les armes contre l'ennemi commun. Et ils ont en commun le sens de l'État, issu du climat des années 1930. Mais chez les gaullistes de l'époque, il y a un sens du bien commun. Ils avaient conscience que, pour construire un État qui tienne debout, il fallait en passer par là. On obtient un compromis progressiste par le rapport de force.

Vous avez fait réagir des hommes politiques d'aujourd'hui dans votre film...

J'ai en effet interrogé ceux qui avaient

mentionné le CNR dans leurs discours. Ma question était leur légitimité à le faire. Les socialistes, par exemple, c'est vraiment leur histoire : ce sont eux qui ont rédigé la première mouture du texte. Pourtant, alors que tous les autres responsables des partis ont accepté de répondre à l'interview, Ségolène Royal, Martine Aubry, Lionel Jospin, Pierre Moscovici et Harlem Désir ont tous refusé de me répondre. Curieusement, c'est François Hollande qui m'a dit oui... mais son discours sur le sujet est assez pauvre, comme on le voit dans le film. On comprend qu'ils ne soient pas à l'aise : les socialistes ont autant contribué que la droite au démantèlement du programme du CNR dans les années 1980-1990. Dans ces interviews, ce qui m'a frappé, c'est que les politiques sont mal à l'aise quand on insiste sur les questions de fond auxquelles ils ne veulent pas répondre. Benoist Apparu ou François Bayrou s'énervent, s'en prennent vite à moi quand je les relance sur les règles politiques et économiques à mettre en œuvre pour éviter la catastrophe.

Alors que vous rendez hommage aux communistes dans cette histoire, pourquoi n'avez-vous pas interrogé le PCF ?

J'estimais que Jean-Luc Mélenchon avait porté les couleurs de cet espace politique en étant le candidat du rassemblement en 2012. Et je ne pouvais pas interviewer deux figures de la gauche

radicale... Je ne voulais pas d'un film dogmatique, de tribunes partisans. À chacun de réfléchir, de se faire sa propre idée et de tirer les conclusions.

Votre film est entièrement masculin, c'est assez sidérant : on n'y voit aucune femme...

Oui, car le CNR, contrairement à la Résistance, n'était composé que d'hommes et la classe politique d'aujourd'hui est encore très masculine. Par ailleurs, je n'ai pas eu de chance car l'historienne spécialiste de la question refuse d'être à l'image et que les femmes du PS m'ont dit non. Au total, le film est évidemment trop masculin. Mais c'est malheureusement une part du réel.

D'où vient le titre, magnifique : *Les Jours Heureux* ?

Au début, le texte s'appelle la charte de la Résistance. En 1941, un membre du mouvement Libération-Sud avait vu un film qui venait de sortir et dont le titre était *Les Jours Heureux*. Il a eu l'idée d'intituler le programme comme ça. Moi, je rêve qu'un homme ou une femme politique appelle demain son programme « Les Jours Heureux ». Ce que j'aime, c'est l'optimisme dans une période particulièrement noire. ● PROPOS RECUEILLIS
PAR CLÉMENTINE AUTAIN

« Les socialistes ont autant contribué que la droite au démantèlement du programme du CNR. »



Par Raymond Macherel

Marine Le Pen et l'apathie des médias

**« L'invité de RTL »
par Jean-Michel Aphantie,
RTL, 3 octobre 2013**

En quoi consiste la performance actuelle de Marine Le Pen sur les plateaux de radio et de télévision ? Depuis la présidentielle de 2012, la fille de Jean-Marie

Le Pen a imposé son leadership au FN et dans l'électorat lepéniste. Les marchands de sondages l'ont intronisée « *femme politique de premier plan* » et produit phare à destination de leurs clients. Sur les médias audiovisuels publics et privés, les vendeurs de temps de cerveau disponible ont saturé l'espace médiatique de sa présence, qualifiant de « *bonne cliente* » celle qui a renouvelé les éléments de langage de l'extrême droite française. Cette conjonction est en soi une performance et contribue fortement, sinon à une poussée électorale encore significative du FN, à l'inscription grandissante des thématiques lepénistes dans les discours.

Jean-Marie Le Pen reconnaît le succès actuel de sa créature politique : « *Objectivement, la conjoncture est favorable au FN. Le parti marche dans le sens du tapis roulant. Le Front est porté par les événements.* » Là où le Pen père cultivait son ostracisme de bête noire de la télévision éructant de l'imparfait du subjonctif et des calembours antisémites, Le Pen fille a réussi à banaliser la présence du FN dans les médias. Les journalistes interrogent « *le nouveau visage de l'extrême droite* » comme le tout-venant du personnel politique. Car Marine Le Pen

Les médias n'hésitent pas à confronter le personnage de Marine Le Pen avec la possibilité du pouvoir.

s'habille et parle comme tout le monde, n'est-ce pas ? Avec elle l'extrême droite xénophobe et autoritaire s'affiche dans un grand rire avec une gouaille digne d'un jour de marché, à la terrasse du Café des Sports. « *J'ai toujours essayé d'enrichir le panier du FN avec les préoccupations des générations actuelles qui sont les miennes*, explique-t-elle, *la protection sociale, la destruction de l'outil industriel, la société de surconsommation, la mondialisation, le financement des retraites.* » « *Dédiabolisation* » donc, selon le vocabulaire lepéniste repris en boucle par les journalistes, et brouillage idéologique pour occuper à la fois le centre et les extrêmes.

Il faut ajouter, dans notre paysage politique déprimé et explosif, ce jeu pervers des médias qui osent confronter le personnage de Marine Le Pen avec la possibilité du pouvoir. Elle peut se délecter de cette instrumentalisation à double tranchant, qui fait d'elle tantôt la « *chienne de garde du système* », selon

l'expression de Jean-Luc Mélenchon, et tantôt le « *fruit défendu* » dans la bouche d'un Jean-François Copé. Les pouvoirs en place misent et jouent à se faire peur. Au 20 heures de TF1, où Marine Le Pen se présente en chemisier blanc, cela donne : « *Est-ce que vous allez dire à vos militants que chaque jour qui passe vous rapproche du pouvoir ? [...] Que feriez-vous si vous étiez au pouvoir ?* » (Gilles Bouleau, TF1, 13.09.2013).

Marine Le Pen divague, elle profère des inepties. Personne ne la corrige.

COMPLAISANCE

Car la vraie performance de Marine Le Pen est dans l'extrême complaisance et faiblesse de ses contradicteurs. Elle assène, elle affirme. Personne ne lui dit son fait. Elle divague, elle profère des inepties. Personne ne la corrige. Elle glisse, elle esquive, elle passe du tout à son contraire, les journalistes de pouvoir n'opposent pas d'obstacles solides au tapis déroulant de sa stratégie de communication. Seule une bonne grosse provocation, sur les burgers halal ou la barbe taillée des otages, les fait réagir et ils font les indignés. Voyons comme cela se passe dans le détail.

Parmi des dizaines d'émissions qui reçoivent le FN depuis la rentrée, prenons RTL, le 3 octobre dernier, jingle : « *Jean-Michel Apathie vous recevez donc ce matin Marine Le Pen, la présidente du Front national* » Il est 8h20, dans la matinale de la radio la plus écoutée de France, 2 millions d'auditeurs. La séquence est filmée puis diffusée sur Dailymotion. Bras croisés, accoudée sur

la table pour se rapprocher du micro, Marine Le Pen ne regarde pas d'abord Apathie dans les yeux, et lâche un premier petit rire narquois devant la gravité de la première question qui s'avance : « *Demandez-vous au gouvernement comme le fait l'UMP, de suspendre la réforme des rythmes scolaires ?* » 1'35 plus tard, après avoir déroulé dans un phrasé volontairement relâché, et avec d'ostentatoires moulinets de main, une antienne sur « *les polémiques politiques lancées par l'UMP et le PS sur des sujets qui sont quand même secondaires* », puis proposé « *une réforme de fond : deux heures de Français de plus en primaire* », Apathie lance à nouveau sa petite perche molle : « *Et les rythmes scolaires... ?* » Rien à dire sur ces « *deux heures* » ? C'est dans le programme du FN ? Le journaliste laisse passer, le FN peut continuer : « *La sécurité à l'école ça, c'est un vrai sujet de fond...* » Apathie se justifie : « *C'est dans l'actualité... Avec les municipales*

qui arrivent, vous poser la question n'est pas forcément une bêtise... » Marine Le Pen embraye par deux secondes d'éducation aux médias : « *C'est une actualité organisée!* » Et annonce un « colloque du collectif Racines », regroupant des enseignants FN. Les mots « colloque », « Racines », glissent vers les auditeurs sans faire réagir le journaliste. Elle finit par dire qu'il faut « *être souple* » sur l'application des rythmes scolaires. 2'54 : Marine Le Pen attend sans stress la deuxième question d'Aphatie à la terrasse du Café des Sports.

« *Soutenez-vous la CGT qui refuse l'ouverture des magasins le dimanche?* » Le FN peut enfin parler bricolage sur fond d'argumentaire poujadiste. « *Je suis pour le maintien de l'interdiction, dit-elle, mais il faut être souple...* » Apathie insiste devant tant de souplesse : « *Soutenez-vous la CGT?* » Marine Le Pen déroule son « *problème principal* », la disparition du petit commerce indépendant, « *obligée*, elle s'en excuse, *d'aller ailleurs que là où vous voulez m'emmener* ». Apathie revient à la charge : « *Vous soutenez la CGT?* » Et reçoit un trivial : « *Ooooooh! Mais c'est ça vot' question!?* », occasion pour Marine Le Pen, après 4'50 d'émission, de délivrer des informations capitales aux auditeurs de RTL : « *Je ne suis pas la CGT* » ; « *Il faut un dialogue constructif dans notre pays* », etc. « *Je peux tenter une autre question Marine Le Pen?* » Elle rit de plaisir : « *Ouiiiiiiii... sûrement un sujet essentiel... Je le sens!* » Apathie frémit :

Marine Le Pen déroule son « problème principal », la disparition du petit commerce indépendant.

« Merci c'est très gentil... Les jeunes décrocheurs vont bénéficier d'une allocation, bonne ou mauvaise idée? »
Fermez le ban.

« BAVURE INTELLECTUELLE »

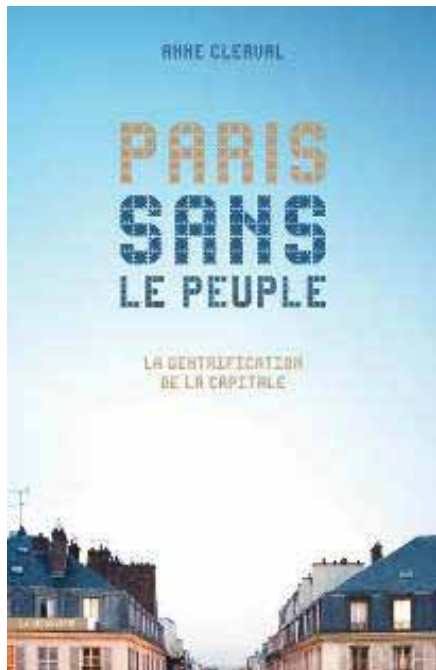
À 5'43, Apathie annonce que Marine le Pen va « *se retrouver avec les auditeurs de RTL* » qui vont l'interroger. L'entretien se termine donc ? Non, Apathie sort sa botte secrète, son arme la plus massive, après avoir assoupli la bête de ses trois questions « d'actualité » : « *J'ai lu que vous allez poursuivre en justice toute personne qui dira que le Front national est un parti d'extrême droite?* » L'index de la main droite d'Apathie apparaît au bord de l'écran. Marine Le Pen se fait grave et, pour la première fois depuis le début de l'émission, lit son argumentaire posé sur la table : « *Oui, car c'est une faute déontologique, un acte de militantisme et une bavure intellectuelle.* » Apathie ne relève pas la bavure

intellectuelle, ni rien d'ailleurs. « *Les origines de votre parti, votre doctrine, votre contestation du système...* », voilà pour toutes précisions. Marine Le Pen exulte: « *Vous venez de faire l'aveu merveilleux!!! Votre contestation du système vous met à l'extrême droite!* » et cloue le bec à l'insolent qui se demande si elle va l'attaquer en Justice: « *C'est un terme volontairement utilisé pour nuire au Front national et donc rompre avec l'impartialité avec laquelle vous devriez être tenu...* » 7'43, « *Merci Marine Le Pen...* »

Le boulot terminé, la « *bavure intellectuelle* » chassée comme une mouche inopportune, la présidente du FN peut être satisfaite de ce temps d'audience que RTL et Apathie lui ont accordé. Des petites questions tirées de la maigre actualité. Elle a souri. Elle s'est moquée. Elle s'est cabrée. Elle a dit que « *extrême droite* » était une injure. En quittant le Café des Sports de RTL ce matin encore, elle peut s'avancer tranquillement vers l'émission suivante. Nul complot dans ce journalisme de collaboration, mais une dangereuse coalition d'intérêts: les médias dominants et moutonniers ont décidé de lui faire une autoroute. Il serait temps, face à la « *montée en puissance* », la « *poussée* », l'« *ambition* » de Marine Le Pen, que tous ces médias à forte audience qui la mettent en scène pratiquent autre chose qu'un journalisme de marchepied, un journalisme d'entremetteurs, un journalisme de maquignons. ● RAYMOND MACHEREL

Nul complot dans ce journalisme de collaboration, mais une dangereuse coalition d'intérêts.

ON SIGNALA



QUELLE POLITIQUE POUR LA CAPITALE?

À l'approche des élections municipales, signalons un ouvrage pour donner du grain à moudre à tous ceux qui portent un regard critique sur les politiques parisiennes. *Paris sans le peuple*, d'Anne Clerval, explore un phénomène particulier d'embourgeoisement qui touche les quartiers autrefois populaires de la capitale, avec l'arrivée des bobos à Oberkampf, Ménilmontant, Belleville, la Goutte d'Or... Mais la géographe va au-delà du simple constat : elle démêle la responsabilité de la puissance publique dans cette transformation – tel n'est pas le moindre intérêt de son travail – que les médias ont baptisée « boboïsation ».

Les chercheurs, eux, préfèrent parler de « gentrification ». Un néologisme inventé en 1964 par une sociologue marxiste anglaise, Ruth Grass, à propos d'un quartier de Londres. Cette forme d'embourgeoisement s'accompagne toujours de la transformation du bâti et d'un quartier en général. « Elle est aussi une forme de violence sociale, de dépossession des classes populaires. [...] ces quartiers, jusqu'ici symboliquement dévalorisés (par la vétusté de leur bâti et leur appropriation par les classes populaires), sont

valorisés et embellis à la mesure de l'attractivité potentielle que pouvait susciter leur position centrale dans la ville ou leur proximité du centre. »

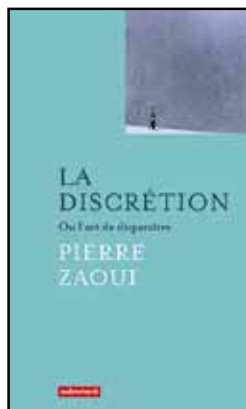
Ce phénomène s'inscrit dans un processus mondialisé. Autrefois centre de production industrielle, Paris est devenu un pôle de commandement de l'économie mondiale, un centre de consommation et de spéculation immobilière. Les ouvriers ne représentent que 10 % des emplois parisiens contre 24 % des actifs en France métropolitaine. Quant aux professions de l'information, des arts et du spectacle, la capitale intra-muros concentre 26 % de celles-ci... qui ne représentent que 7 % des emplois en général ! Finalement, la gentrification traduit l'ascension d'une nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle qui occupe une position intermédiaire, entre la bourgeoisie et le prolétariat : « *Elle assure principalement un rôle d'encadrement et d'inculcation idéologique (à travers les médias, la culture ou l'enseignement), formant ainsi une sorte d'huile dans les rouages de l'exploitation.* »

Derrière l'objectif affiché de mixité sociale, Anne Clerval montre que les politiques publiques n'ont cessé d'accompagner cette gentrification qui, contrairement à une idée reçue, n'est pas née de la seule

initiative d'artistes et de professions intellectuelles en quête de logements accessibles. Les opérations de démolition-reconstruction des grands ensembles, très médiatisées, ont longtemps masqué un autre type d'intervention plus discret : favoriser le départ des industries et de l'artisanat au profit d'une tertiarisation de la capitale, détruire des quartiers ouvriers insalubres et rénover le bâti en opérant un tri social, embellir la ville. Ainsi, lors de la transformation du quartier de la Gare dans le 13^e arrondissement, les petits bourgeois et les propriétaires furent relogés sur place les employés, mais pas les familles nécessiteuses.

Quid de la relance de la production de logements sociaux initiée par la gauche à Paris depuis 2001 ? Ce type d'opérations aurait, selon l'auteure, « contribué à l'éviction des ménages populaires et favorisé la diffusion de la petite bourgeoisie intellectuelle dans l'Est parisien grâce au parc de logements intermédiaires. Les logements sociaux de droit qui sont construits ne compensent pas en effet les logements sociaux de fait qui sont détruits. »

Du moins n'ont-elles pas suffi à freiner le mouvement... [*Paris sans le peuple. La Gentrification de la capitale*, d'Anne Clerval, éd. La Découverte.](#) ● MARION ROUSSET



LA DISCRÉTION

« *Se faire subitement discret, c'est abdiquer pour un moment toute volonté de puissance.* » Pierre Zaoui ne parle pas ici des manières indiscrettes de se montrer discret : peur de l'opinion des autres, soumission aux règles de bienséance, ruse et calcul, narcissisme, sens de la séduction... Il parle d'une expérience qui vaut pour elle-même. Jansénisme, mystique chrétienne, écho biblique ? « *Les plus grands penseurs modernes et athées de la discrétion ont puisé [...] dans un fond religieux plus ou moins assumé, et particulièrement un fond monothéiste.* » Mais pour l'auteur, l'enjeu de la discrétion est moins moral que politique. Dans « *son actualité radicalement sans Dieu* », il concerne le rapport aux autres. C'est un art de fourmis, nous dit-il, une micropolitique pratiquée par des millions d'anonymes. *La Discrétion. Ou l'art de disparaître, de Pierre Zaoui, éd. Autrement, ● M.R.*



LA POLICE DE L'ÉCRITURE

« *L'écrit exposé offre une information précieuse, il n'est pas signature, mais empreinte.* » Traquer les écritures illicites, pas seulement sur les murs des cités, mais dans les lieux traditionnels comme les journaux, et notamment la rubrique des petites annonces. Dans le cadre de la lutte contre les déviances sociales comme le vagabondage et contre la prostitution clandestine, se dessine une figure de délinquant scripteur. Une police très créative invente un vocabulaire, produit de nouveaux instruments sophistiqués, crée un laboratoire. Du milieu du xix^e siècle aux années 1940, elle vise à limiter la propagation de l'écriture anonyme dans l'espace public par le biais de règlements puis à constituer des formes d'écriture en délit. Dans la société disciplinaire, le danger ne vient pas des graffiteurs mais de la graphie en général...

La Police de l'écriture. L'invention de la délinquance graphique 1852-1945, de Philippe Artières, éd. La Découverte ● M.R.

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR + E-MENSUEL + TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM :

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

TÉLÉPHONE :

EMAIL :

60 € : Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

- ☐ 40€ tarif étudiants-chômeurs
☐ 60€
☐ Abonnement de soutien

montant à préciser :

€

Choisissez votre rythme

- ☐ en une fois
☐ par trimestre
☐ par mois

**Choisissez votre moyen
de paiement**

- ☐ par chèque
☐ par carte bancaire
(remplir le bulletin
ci-dessous)

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.

N° national
d'émetteur
484326

VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE

Nom et adresse du créancier
LES ÉDITIONS REGARDS
5 Villa des Pyrénées 75020 Paris

COMPTE À DÉBITER

Code
d'établissement

Code guichet

Numéro de compte

CLÉ RIB

Nom et adresse de votre banque
ou de votre centre CCP

Date

Signature

JOINDRE UN RIB OU UN RIP

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris
Téléphone : 09 81 02 04 96



Leila Chaibi

Retour vers le futur

Je me souviens que lorsque j'ai commencé à militer, chez Sud Étudiant, les « vieux », qui devaient bien avoir 25 balais, parlaient tout le temps de « Quatre-Vingt-Quinze ». On était en 2001, et chaque début de mouvement social était « *comme en 95* », comportait « *de relatives similitudes avec 95* », ou n'avait « *rien à voir avec 95* ». À voir les étoiles dans les yeux des « vieux », je comprenais que j'avais raté quelque chose de révolutionnaire. Moi, en 1995, j'avais 12-13 ans et j'étais en pleine puberté, plus intéressée par la façon dont j'allais afficher les posters du magazine *Star Club* sur les murs de ma chambre que par le plan Juppé.

Un peu plus tard, j'ai rencontré les soixante-huitards. À chaque fois qu'on pensait inventer des actions inédites qui jamais n'avaient existé dans l'histoire du mouvement ouvrier, ils nous balançaient en pleine face « *vous n'avez rien découvert, on l'a déjà fait en 68* ». Ils m'agacèrent avec leurs « *c'était mieux avant* ». Si leurs révolutions avaient tellement bien marché, pourquoi avait-on encore des raisons d'organiser des AG, des actions et des manifs ?

Et voilà qu'il y a quelques jours, alors qu'on discutait des élections municipales en réunion militante, j'ai lancé une phrase du genre « *il faut retrouver*

le souffle de 2012 ». Alors je me suis imaginée dans cinq ans ou dix ans, quelques rides et cheveux blancs en plus, en train de sermonner : « *Il faut faire comme ci parce qu'en 2012 c'était comme ça et bla bla bla* ». Et bon, ça m'a moyennement fait rêver.

Oui, la campagne présidentielle du Front de gauche de 2012 était exceptionnelle. Et effectivement, toute notre vie on pourra dire avec fierté « j'y étais ». Mais, plutôt que le vieux souvenir rouillé d'un âge d'or révolu, faisons de cette séquence un héritage qui imprègne nos luttes d'aujourd'hui.

À moins d'une attaque nucléaire demain ou après-demain matin, l'Histoire est loin d'être finie. Transformons les mois et les années à venir en 68, en 95, en 2005 et en 2012 permanents, et surtout, sans cesse réinventés. Sans vouloir reproduire le passé, aussi génial soit-il, mais pour cette fois, à la fin, gagner le présent, et construire notre futur commun. ●